



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
27 décembre 2019

Original : français

Comité contre la torture

**Décision du Comité contre la torture au titre
de l'article 22 de la Convention, concernant
la communication n° 864/2018*, ****

Communication présentée par : N. M. (représenté par un conseil,
Alexandre Mwanza, Migrant Arc-en-Ciel)

Au nom de : Le requérant

État partie : Suisse

Date de la requête : 5 mars 2018 (date de la lettre initiale)

Questions de fond : Risque de torture en cas de retour vers la République
Démocratique du Congo

Ayant été informé par le requérant que les autorités de l'État partie lui ont demandé de déposer une nouvelle demande d'asile au motif que la plupart des moyens de preuve soumis au Comité n'avaient jamais fait objet d'un examen au fond ; prenant en compte que le requérant informe que sa déportation n'est plus d'actualité et qu'il sollicite donc le classement de sa requête, le Comité, réuni le 15 novembre 2019, a conclu que la communication n° 864/2018 est devenue sans objet et a décidé de la classer sans suite, étant entendu que le requérant pourra soumettre une nouvelle communication au cas où il subirait à nouveau le risque d'un retour forcé vers la République Démocratique du Congo.

* Adoptée par le Comité à sa soixante-huitième session (11 novembre-6 décembre 2019).

** Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication :
Essadia Belmir, Felice Gaer, Abdelwahab Hani, Claude Heller Rouassant, Jens Modvig, Ana Racu,
Diego Rodríguez-Pinzón, Sébastien Touzé et Bakhtiyar Tuzmukhamedov.

